



**MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE
ET DE LA JEUNESSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction des affaires juridiques

11 JUIN 2024

**Secrétariat
du Conseil supérieur de l'éducation**
n°

Paris,

Secrétariat du CSE
Tél : 01.55.55.35.82 / 01.55.55.11.08

Mél : secretariat.cse@education.gouv.fr

99 rue de Grenelle
75357 Paris SP 07

Avis rendu par le Conseil supérieur de l'éducation (CSE)

Séance du jeudi 6 juin 2024

Vœu général intersyndical

00.2 Vœu général présenté par la FAGE, la CFDT- EFRP, la FEP-CFDT, FO et Les Lycéens

Exposé des motifs :

L'Éducation Nationale est dans la tourmente. Nous sommes dans un contexte où nous manquons cruellement d'enseignantEs dans nos établissements scolaires et où les inscriptions en MEEF et aux concours diminuent.

Pour pallier cela, une réforme, s'appliquant de manière progressive dès la rentrée 2024, jusqu'en 2026 a été initiée et se déclinant en trois axes :

- Le concours externe en Licence 3 dès 2025 ;
- La réforme de la formation initiale ;
- La création de l'École Normale Supérieure du Professorat (ENSP) ;

Si le basculement du concours en Licence 3 et une refonte de la formation initiale ne sont pas des projets dénués de sens, cela doit s'accompagner d'une mise en application éclairée et travaillée. Or, à trois mois de la rentrée, aucun texte officiel n'a été émis, ne laissant entendre que des bruits de couloirs. De même que les temps d'échanges et de travail se comptent sur les doigts d'une main. À trois mois de la rentrée, de nombreuses questions restent sans réponse.

En l'état actuel, appliquer cette réforme aussi rapidement est une menace pour les étudiantEs, leur formation et leur futur métier, qui in fine pourrait avoir l'effet inverse en termes d'attractivité. De plus, si l'absence de statut et

de rémunération pour les lauréats des concours en M1 devait être confirmée, le déplacement du concours en licence perdrait tout son intérêt pour les étudiants.

Vœu :

Compte tenu du manque d'information, de concertation et du calendrier dans lequel nous sommes, le CSE s'oppose à une application dès la rentrée 2024 de la réforme et demande son report pour la rentrée 2025. Le CSE demande également de réels temps d'échange et de travail avec l'ensemble des acteurs et actrices du monde de l'éducation et de l'enseignement, allant des syndicats nationaux aux organisations étudiantes.

Enfin, le CSE demande la publication d'annonces officielles quant à la réforme.

Résultat du vote sur le vœu : avis favorable

- Pour : 36
- Contre : 0
- Abstentions : 14
- Refus de vote : 19


Le directeur des affaires juridiques

Guillaume ODINET